



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA LOIRE

DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTÉRIELLES
ET EUROPÉENNES

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Affaire suivie par Frédéric SABOT :
Téléphone 04 77 48 45 25 :
Courriel : frederic.sabot@loire.pref.gouv.fr

Le Préfet de la Loire
Chevalier de la Légion d'honneur

Dossier n° : 2007/0993
Arrêté n° 2009/0584 portant mise en demeure

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L 514-1 ;

VU l'arrêté d'autorisation du 30 septembre 2008 réglementant les activités exercées par la S.A. ONYX AUVERGNE RHONE ALPES dans ses installations sises MONTBRISON - Zone d'activités des Granges ;

VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 3 octobre 2009, établi suite à une visite d'inspection du 21 août 2009 ;

CONSIDERANT que les prescriptions des articles 1.6, 2.2, 2.3, 2.9, 3.4, 3.6, 3.8, et 5.3 de l'arrêté d'autorisation du 30 septembre 2008 ne sont pas respectées, et qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de les satisfaire afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : La Société ONYX AUVERGNE RHONE ALPES est mise en demeure, **sous un délai de six mois**,

- de créer le bassin d'orage prévu au dossier de demande d'autorisation d'exploiter et à l'article 1.6 de l'arrêté préfectoral susvisé ;
- de poser un revêtement sur les aires de circulation et de stationnement tel que prévu aux articles 2.9 et 5.3 ;
- de mettre en place la clôture prévue à l'article 2.3 ;
- de réaliser les aménagements paysagers prévus à l'article 2.2.

ARTICLE 2 : La Société ONYX AUVERGNE RHONE ALPES est mise en demeure, **sous un délai de deux mois**, de mettre en place :

- les panneaux d'information obligatoire prévus à l'article 3.2 ;
- une procédure d'accord préalable conformément à l'article 3.4 ;
- une procédure d'urgence en cas d'identification de déchets non admissibles conformément à l'article 3.8 ;

ARTICLE 3 : Cette mise en conformité fera l'objet d'un rapport à l'inspection des installations classées, en fin des délais respectifs, attestant de la réalisation des travaux et de la mise en place des procédures de contrôle des déchets.

ARTICLE 4 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement susvisé.

ARTICLE 5 : En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 6 : M. le Sous Préfet de Montbrison, Madame le maire de MONTBRISON et M. l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Étienne, le 13 OCT. 2009

Pour le Préfet
et son adjoint
Le Secrétaire Général
Patrick FERIN

Copie adressée à :

- Monsieur le Directeur de la S.A. ONYX AUVERGNE RHONE ALPES
235 cours Lafayette
69006 LYON

- M. le Sous Préfet de Montbrison

- Madame le maire de MONTBRISON

- M. l'Inspecteur des installations classées, Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement *g. cheune*

- Archives *2009 - 225*

- Chrono